

Enfants ou profession : demain, le casse-tête des femmes ?

Marie-Louise Fort, députée de l'Yonne

Pourquoi toucher à ce qui marche ? C'est une question à se poser en cette période de déficits budgétaires et de crise économique alors que le gouvernement s'attelle à « réformer » la politique familiale, en choisissant la voie la plus facile, celle de la fiscalité. Raboter le quotient familial revient à augmenter l'impôt de 20 % des contribuables. Pourtant, toute réforme suppose qu'on soit en capacité d'anticiper l'« effet domino » qui peut en découler.

Les premières victimes de cette nouvelle ponction du porte-monnaie familial sont les femmes. Il ne s'agit pas de payer pour faire des enfants, mais bien de maintenir le contrat de confiance dans son contenu et sa durée avec les familles. À l'heure où l'on veut introduire la théorie du « genre » dès l'école primaire, où la parité est réaffirmée à chaque occasion la main sur le cœur, le principe même de l'égalité homme-femme risque bien d'être mis à mal. Le principe d'universalité des prestations est sauvegardé.



“ Sous couvert d'égalité et de justice, les mesures envisagées mettent à mal une bonne politique, en choisissant les mauvais outils. ”

Pourtant, en changeant la donne, en réduisant le crédit d'impôt pour les gardes à domicile, en révisant le congé parental et l'allocation d'accueil du jeune enfant, les choix à effectuer pour chaque femme seront cornéliens et marqueront une régression de la condition féminine. Elles perdront une liberté précieuse, celle de leur choix de vie et de leur droit au plein épanouissement. Fonder une famille ou travailler ? Sauvegarder sa carrière professionnelle et renoncer à la famille nombreuse ? Cesser son activité, surtout quand il s'agit bien souvent de temps partiel, pour garder les enfants ?

Sous couvert d'égalité et de justice, les mesures envisagées mettent à mal une bonne politique, en choisissant les mauvais outils, une politique que l'on nous envie, car nous avons le meilleur taux de natalité en Europe et le meilleur taux de professionnalisation des femmes. Elle assure pourtant la bonne santé de notre démographie qui contribue, ne l'oublions pas, à payer nos retraites... ■